

La Lettre d'infos

Un réseau de cadres, assimilés et jeunes diplômés en recherche active d'emploi

> Edito

Malgré des contraintes fortes, comme la réduction des déficits publics, un chômage à un niveau élevé ou bien encore des exportations pénalisées par un euro fort, la France doit tirer un petit peu parti de la reprise de l'Économie mondiale. CSO



Le groupe Safran a bouclé l'année 2013 avec un résultat opérationnel de +23,8 %. Safran prévoit une hausse de son CA de 5 % pour 2014.

Sur le bassin de Lacq, des projets avec des prévisions d'emploi (de l'ordre de 300 recrutements d'ici 2015):

La nouvelle usine de Toray (plateforme Induslacq) démarrera sa production en mai 2014 (investissement chiffré à 100 millions € et la création d'une cinquantaine d'emplois). Elle sera dédiée à la production de polyacrylonitrile, matière première de la fibre de carbone, notamment utilisée par le secteur aéronautique.

A Pau, le Centre Technique Jean Feger (Total) prévoit l'arrivée d'une centaine d'ingénieurs par an sur trois ans.

Le géant de l'agroalimentaire Euralis enregistre des résultats en progression (1,54 Milliard € - CA 2013), alors que l'agriculture est durement touchée par les conditions climatiques.

> Les partenaires de Cap Sud Ouest

Nous remercions nos Partenaires pour leur soutien à nos actions et leur collaboration constante.

Fenêtre sur

2014 : l'Année de la reprise ?



En 2014, quels sont les secteurs d'activité qui tireront la Croissance française ?

Après deux années catastrophiques, seul un certain nombre de secteurs devraient retrouver des couleurs.

Les secteurs qui profiteront de la reprise mondiale

1) Pour la **Construction et réparation navales civiles**, la reprise des commandes, (construction de paquebots de croisière) ainsi que le développement de l'éolien offshore, permettent d'envisager une hausse de 6% de l'activité. 2) Dans la **Construction aéronautique et spatiale**, tous les secteurs (Airbus, aviation d'affaires, filière spatiale) affichent des voyants dans le vert et la production devrait progresser de 2% en 2014 (excepté le marché du fret). 3) Pour le **Secteur mécanique**, la reprise des commandes en provenance d'outre-Rhin permet d'envisager une hausse de 2% de la production après une année 2013 stable. 4) Enfin dans l'**Industrie automobile**, sa production se verra stabiliser cette année.

Les secteurs qui profiteront de la résistance de la consommation des ménages

Stimulée par le niveau très modéré de l'inflation, par la préservation des revenus réels des ménages, le **grand Commerce** et en particulier **les Services** devraient voir leur production progresser de 1,3% en valeur, après avoir augmenté de 1% en 2013.

Les secteurs qui souffriront pour des raisons conjoncturelles

1) La **Construction aéronautique et spatiale militaire** est un secteur souffrant de la rigueur budgétaire (loi de programmation 2014 - 2019), mais aussi de l'échec du Rafale à l'export. 2) Le **Secteur du bâtiment** a vu sa production reculer de 4,5% en 2013. La rigueur imposée aux collectivités locales entraîne un repli de 1,4%. Ainsi que le secteur de l'ameublement (-4%), l'équipement électrique (-1%), la transformation des plastiques (-1%), le verre (-7%), l'habillement textile (-1%) et les chaussures (-1,5%).

Les secteurs qui souffriront pour des raisons structurelles

Avec le développement du numérique, l'**Industrie papetière** (pâte à papier et vieux papiers, papier-carton) devrait être à la peine cette année, même si la baisse de la production sera limitée (+0,5%). Pour les mêmes raisons, l'**Edition** et **les Industries graphiques** souffriront davantage avec une baisse de 2% en volume en 2014, comme en 2013.

CHÔMAGE : chiffres clés

Dans les Pyrénées-Atlantiques

29 517 inscrits à Pôle Emploi en catégorie A
0,1% par rapport à déc. 2013
+4,69% en un an

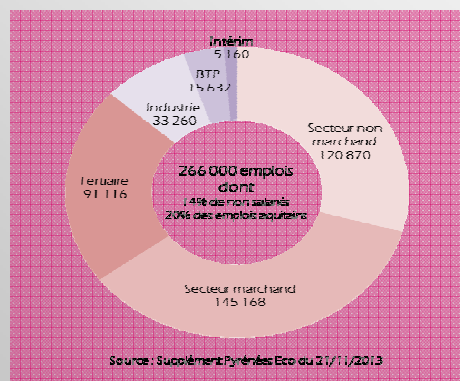
En Aquitaine

1 66 591 demandeurs d'emploi de catégorie A
+0,1% par rapport à déc. 2013
+4,83% en un an

Au niveau national

+4,49% en un an

Source: INSEE, données fin janvier 2014
Catégorie A, demandeurs d'emploi inscrits de 16 à 64 ans, possédant une recherche d'emploi, sans emploi



Source : Supplément Pyrénées Eco du 21/11/2013

> Mini-CV

Synthèses des profils de nos adhérents consultables en ligne, rubrique « compétences » www.cso.asso.fr

Notre Association et divers membres sont allés à :

la Nuit de l'Orientation sur les sites des CCI de Pau et Tarbes le 7 février 2014 (17h - 23h)



L'occasion ainsi pour les Chambres de Commerce & d'Industrie de se rendre accessibles en ouvrant leurs portes au grand public, se positionnant davantage dans leur mission concernant l'emploi.

la 9^{ème} Edition des Rencontres de l'Emploi à Mourenx le 13 février dernier



Cette manifestation avait pour ambition de mettre en relation des entreprises locales ayant des offres d'emploi à pourvoir et des candidats potentiels. Une quarantaine d'entreprises présentes, regroupées par secteurs proposaient 200 offres d'emploi.

Le p'tit café du vendredi

Un accueil sympathique accompagné d'un p'tit café est réservé tous les vendredis matins à l'occasion de la réunion d'info proposée aux personnes souhaitant en savoir plus sur l'association.



> Les Permanences

Mardi de 9h à 12h
Cellule Entreprises
Mercredi de 9h à 12h
Cellule Rel. Extérieures
Jeudi de 9h à 12h
Cellule Offres
Vendredi de 9h à 12h
Cellule Accueil

Le PACTE de RESPONSABILITE : enjeux, actions

Lors de ses vœux, François Hollande a proposé un **Pacte de Responsabilité** : "Le temps est venu de régler le principal problème de la France, sa production. Il nous faut produire plus, produire mieux. C'est donc sur l'offre qu'il faut agir. Ce pacte a un principe simple : c'est d'alléger les charges des entreprises, de réduire leurs contraintes sur leurs activités ; et en contrepartie de permettre plus d'embauches et davantage de dialogue social" nous a-t-il expliqué.

Les effets réels du Pacte de responsabilité sont-ils encore méconnus ?

TEXTE GOUVERNEMENTAL

Ce pacte se décompose en quatre chantiers prioritaires, définis en concertation avec les partenaires sociaux et devra être mis en place d'ici fin mars 2014.

- **Poursuite de l'allègement du coût du travail**, déjà amorcé avec le Crédit impôt compétitivité emploi (CICE : -4 % d'allègement de la masse salariale en 2014 puis -6 % en 2015). Le nouvel objectif fixé par le Président « c'est d'ici 2017, pour les entreprises et pour les travailleurs indépendants, la fin des cotisations familiales. Cela représente 30 milliards d'euros de charge, pour redonner de la marge aux entreprises ».

- **Planification et modernisation de la fiscalité sur les sociétés** avec une diminution du nombre de taxes "avec deux exigences : l'investissement et l'emploi". L'objectif affirmé est d'offrir plus de visibilité aux entreprises avec une trajectoire claire de prélèvements obligatoires jusqu'en 2017.

- **Simplification par la réduction du nombre de normes et de procédures inutiles et coûteuses**, pour faciliter la prise de décision.

Ce chantier, confié à un parlementaire et un chef d'entreprise, consiste à passer en revue les « 10 actes-clés » de la vie d'une entreprise, de la création jusqu'à la cession, en passant par l'ouverture des usines, l'accès aux marchés publics, les formalités d'embauche, les obligations comptables, les contrôles administratifs et fiscaux... en vue de les simplifier et de réduire leur nombre.

- **Contreparties** : définies au niveau national et déclinées par branches professionnelles, le Président de la République a précisé que ces contreparties auront pour objectif la création d'emplois, la qualité des emplois et le redressement de la France. Un "Observatoire des contreparties" sera mis en place, auquel le Parlement sera associé.

Source: <http://www.gouvernement.fr/premier-ministre/pacte-de-responsabilite-vers-un-compromis-social-historique>

SEANCES DE DISCUSSION

➔ Le patronat a présenté le 4 mars un projet d'accord sur les contreparties du pacte de responsabilité, essuyant un tir groupé des syndicats qui l'ont jugé totalement insuffisant, à la veille d'une deuxième séance de discussion entre les partenaires sociaux (30 milliards de baisse de charges promis par le gouvernement).

➔ Ce 5 mars, les partenaires sociaux ont entamé leur deuxième séance. Les syndicats réformistes, dont la CFDT, attendent des engagements chiffrés sur l'emploi avant de pouvoir signer. Le patronat, de son côté, prévient que ces objectifs ne seront précisés - voire « quantifiés » - que « lorsque la baisse des prélèvements sociaux et fiscaux » et ses « modalités de mise en oeuvre » seront « précisément définies » par le gouvernement.

Un premier bilan pourra être présenté avant l'été 2014.

Notre vivier de compétences

